

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CLAAS FINANCIAL SERVICES
Société par Actions Simplifiée au capital de 44.624.768 EUR
Siège social : 18 rue Baudin – 92300 LEVALLOIS PERRET
422 379 594 RCS NANTERRE

Comptes annuels au 31 décembre 2025
approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2026

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société CLAAS Financial Services,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons établi en date du 15 avril 2026, un rapport dit « de carence » dans lequel nous indiquons l'impossibilité de procéder au contrôle des comptes annuels, ceux-ci n'ayant pas été mis à notre disposition dans les délais prévus par la loi.

Ces derniers nous ayant été communiqués en date du 16 avril 2026, nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes annuels.

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CLAAS Financial Services relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport à l'Organe Collégial de Direction.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la « 2. A) Changements de méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement de l'ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Risque de crédit - Provisionnement individuel

Risque identifié	Notre réponse
<p>Dans le cadre de ses activités bancaires, votre société est exposée au risque de crédit.</p> <p>Votre société comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur ses activités (prêts, crédit-bail et location simple).</p> <p>Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions hors bilan, et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d’origine du crédit des flux futurs estimés recouvrables tels qu’énoncés dans la note 2-D de l’annexe aux comptes annuels.</p> <p>Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :</p> <ul style="list-style-type: none">▶ manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ces flux ;▶ statistiquement pour les petites créances présentant des caractéristiques similaires. <p>Au 31 décembre 2025, le montant total des créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d’amortissement exposées au risque de crédit s’élève à M€ 1 849,8 dont M€ 38,0 de créances douteuses ; le montant total des dépréciations s’élève à M€ 25,8 comme présenté dans les notes 2-D, 2- F, 3-E, 3-I et 3-J de l’annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l’identification et l’évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l’audit, l’appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de votre société et testé les contrôles clés concernant l’identification et l’évaluation des dépréciations.</p> <p>Nous avons également réalisé, en date d’arrêté, des travaux sur les encours les plus significatifs.</p> <p>Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">▶ l’identification des indicateurs de dépréciation ;▶ la classification des expositions en créances douteuses ;▶ la détermination des dépréciations manuelles et des dépréciations statistiques de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé <p>Avec l’aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons procédé à l’examen du modèle d’estimation des pertes et taux de récupération sur base statistique.</p> <p>En complément, nous avons procédé à un examen de crédit sur la base d’un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques.</p> <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives aux créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d’amortissement exposées au risque de crédit.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l’organe collégial de direction et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l’exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l’observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CLAAS Financial Services par votre assemblée générale du 28 avril 2023 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 30 avril 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2025, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la deuxième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe à l'organe collégial de direction de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport à l'organe collégial de direction

Nous remettons à l'organe collégial de direction un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport à l'organe collégial de direction figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également à l'organe collégial de direction la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec l'organe collégial de direction des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 22 avril 2026
Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Julien Kosciel
Associé

ERNST & YOUNG et Autres
Luc Valverde
Associé

BILANS COMPARES 2025-2024

(En milliers d'euros)

ACTIF	2025	2024
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	31 986	78 799
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 145 037	1 256 274
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	45 302	44 891
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	0	0
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	0
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	493 845	583 030
LOCATION SIMPLE	198 589	246 717
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	0
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE	0	0
ACTIONS PROPRES	0	0
AUTRES ACTIFS	53 501	64 348
COMPTES DE REGULARISATION	16 673	18 148
TOTAL DE L'ACTIF	1 984 934	2 292 208

(En milliers d'euros)

PASSIF	2025	2024
BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 139 086	1 158 299
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	573 155	797 077
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	46 302	45 891
AUTRES PASSIFS	38 264	36 659
COMPTES DE REGULARISATION	103 526	139 189
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2	37
DETTES SUBORDONNEES	0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	84 599	115 057
<i>CAPITAL SOUSCRIT</i>	<i>44 625</i>	<i>44 625</i>
<i>PRIMES D'EMISSION</i>	<i>194</i>	<i>194</i>
<i>RESERVES</i>	<i>4 504</i>	<i>4 504</i>
<i>ECART DE REEVALUATION</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>PROVISIONS REGLEMENTEES</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</i>	<i>32</i>	<i>0</i>
<i>REPORT A NOUVEAU</i>	<i>34 292</i>	<i>58 523</i>
<i>RESULTAT DE L'EXERCICE</i>	<i>953</i>	<i>7 211</i>
ACOMPTE SUR DIVIDENDES	0	0
TOTAL DU PASSIF	1 984 934	2 292 208

COMPTES DE RESULTAT COMPARES 2025-2024

(En milliers d'euros)

COMPTES DE RESULTAT	2 025	2024
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	64 918	64 983
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	-61 727	-57 115
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	238 641	248 964
CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	-230 523	-236 117
PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	91 767	88 573
CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	-87 465	-88 300
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
COMMISSIONS (PRODUITS)	7 488	12 252
COMMISSIONS (CHARGES)	-4 800	-6 461
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	-174	-260
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	0	0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	6 598	7 305
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-3 733	-3 878
PRODUIT NET BANCAIRE	20 991	29 946
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-14 238	-17 293
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	0	0
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	6 753	12 653
COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE CREDIT	-1 482	-2 691
RESULTAT D'EXPLOITATION	5 271	9 962
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	5 271	9 962
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0
IMPOT SUR LES BENEFICES	-4 318	-2 751
DOTATIONS ET REPRISES DE FRBG et PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
RESULTAT NET	953	7 211

HORS BILAN COMPARES 2025-2024

(En milliers d'euros)

	2025	2024
ENGAGEMENTS DONNES	15 755	13 006
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	8 612	9 088
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	7 143	3 918
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
ENGAGEMENTS RECUS	14 603	297 370
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4 055	15 755
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	10 548	281 615
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025

1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Néant

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes de CLAAS FINANCIAL SERVICES ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux établissements financiers, telles qu'elles sont prévues dans le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce règlement reprend l'intégralité des règlements qui s'appliquent aux entreprises du secteur bancaire.

CLAAS Financial Services détient 4 succursales hors du territoire Français intégrées dans la zone euro :

- . Une succursale en Italie,
- . Une succursale en Espagne,
- . Une succursale en Allemagne,
- . Une succursale en Pologne.

Leur activité est identique à celle de CLAAS Financial Services. Leurs comptes au 31 décembre 2025 intégrés dans les comptes de CLAAS Financial Services ont été retraités suivant les normes relatives aux dispositions réglementaires applicables aux banques Françaises.

A) CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06) modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire constitue un changement de méthode comptable, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025. Il a notamment supprimé la notion de transfert de charges. Ces modifications n'ont pas d'impact [significatif] sur les comptes individuels de l'établissement.

B) CONVERSION DES OPERATIONS LIBELLEES EN DEVISES

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement ANC n° 2014-07. Les éléments d'actif, de passif et d'hors-bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours moyen de la période de leur enregistrement.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises, financés en euros, sont inscrits en compte de titres.

Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

C) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

D) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchues du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit-bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

BNP PARIBAS LEASE GROUP SA fait application de l'article 2231-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (neuf mois pour les créances sur des collectivités locales, compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits). Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur.
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances similaires de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe D) dans « 3. NOTES SUR LE BILAN » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

E) TITRES

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

a- Titres de transaction

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Depuis 2023, Claas Financial Services a mis en place avec BNP PARIBAS SA un dispositif d'emprunts de titres d'état. Les titres prêtés sont inscrits à l'actif du bilan au poste « Obligations et autres titres à revenu fixe » pour leur valeur de marché en contrepartie d'une dette de même montant inscrite au passif du bilan au poste « Dettes représentées par un titre ».

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

b- Titres de placement

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable ».

Au 31/12/2025, CLAAS Financial Services ne détient plus de titres de placement.

c- Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

CLAAS Financial Services ne détient pas de titres d'investissement.

d- Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

CLAAS Financial Services ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille.

e- Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de les détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

Les « titres de participation » et « parts dans les entreprises liées » sont constitués des participations pour lesquelles CLAAS Financial Services dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle est supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique " Gains ou pertes sur actifs immobilisés " du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

Ce poste correspond aux certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts.

F) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET LOCATION SIMPLE

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n° 2004-15, les dispositions du règlement n° 2014-03 de l'ANC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

▪ Valeur brute

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

▪ Amortissement

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- Le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part,
- Et la limite de dégressivité admise d'autre part.

▪ Créances douteuses :

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes H) et I) dans « 3. NOTES SUR LE BILAN » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

• Dépréciation des immobilisations

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2025.

G) IMMOBILISATIONS**a- Immobilisations incorporelles**

Elles concernent principalement des logiciels acquis ou créés par CLAAS Financial Services et sont inscrites pour leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou leur coût de production.

Elles font l'objet d'un amortissement linéaire en fonction de leur durée d'utilisation prévue (le plus souvent 12 mois) sans excéder 5 ans.

Conformément à la réglementation bancaire, les certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts sont inscrits en titres.

b- Immobilisations corporelles**Constructions :**

La société Claas Financial Services n'est pas propriétaire de constructions au 31/12/2025.

Autres immobilisations corporelles :

Elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations), à leur coût de production ou à leur coût réévalué.

Elles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif sur leurs durées probables d'utilisation :

- Matériel : 5 ans,
- Mobilier : 10 ans.

Aucun coût d'emprunt n'a été affecté aux actifs.

H) PROVISIONS

Les provisions de passif, autres que celles relatives aux engagements sociaux, concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes, risques fiscaux et restructuration. Conformément au règlement n° 2014-03 de l'ANC, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de Claas Financial Services à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

I) IMPOTS DIFFERES

Depuis l'arrêté du 31/12/2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes sociaux.

Pour l'exercice 2025, l'impact de l'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sous le poste « Impôts sur les sociétés », et s'élève à 2 314.8 milliers d'euros, dont 83.2 k€ pour la France et 2 231.6 k€ pour les succursales.

J) PRODUIT NET BANCAIRE

a- Intérêts, produits et charges assimilées

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

b- Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit-bail, location avec option d'achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les moins-values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de contrat et les provisions pour dépréciation des ITNL.

Les produits sur opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice et augmentés de la part échue des bonifications (supportées par les fournisseurs d'équipements).

S'y ajoutent les plus-values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de location, les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

c- Commissions (charges et produits)

Ce poste reprend essentiellement les commissions d'affacturage (enregistrées dès qu'elles sont acquises) et les prestations de services financiers auprès des tiers.

K) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Les rémunérations d'intermédiaires figurent dans le poste « autres frais administratifs ». En 2025, le montant s'élève à 417.8 milliers d'euros pour les succursales et à néant pour la France.

3. NOTES SUR LE BILAN

A) OPERATIONS EN DEVISES

Les opérations de la succursale polonaise sont enregistrées en zloty.

Leur contre valorisation en euro a généré 1 200 K€ d'écart de conversion inscrit au passif du bilan en comptes de régularisation au 31/12/2025.

B) CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP (ACTIF)**(En milliers d'euros)**

	France	Succursales	2025	2024
Caisse	0	0	0	0
Banques centrales (1)	0	0	0	0
Total Caisse, Banque centrale, CCP	0	0	0	0

C) EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES

Au 31 décembre 2025, les comptes de CLAAS FINANCIAL SERVICES ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

D) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**(En milliers d'euros)**

	France	Succursales	2025	2024
Créances à vue	16 010	15 921	31 932	71 328
Créances rattachées	4	51	55	169
Total à vue	16 014	15 972	31 986	71 497
Prêt au jour le jour	0	0	0	0
Autres créances à terme	0	0	0	7 302
Créances rattachées			0	0
Total à terme	0	0	0	7 302
Créances douteuses	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2024	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	0	0	0
Reprises de l'exercice	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2025	0	0	0	0
Total Créances sur les Etablissements de Crédit	16 014	15 972	31 986	78 799

Echéancier au 31 décembre 2025 :

(En milliers d'euros)

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances à terme (hors créances rattachées)	0	0	0	0	0

E) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (ACTIF)

(En milliers d'euros)

	France				Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
	Créances commerciales	Autres concours à la clientèle	Comptes ordinaires débiteurs	Affacturage	Autres concours à la clientèle et affacturage		
Encours sains	0	255 658	0	0	874 853	1 130 510	1 235 767
Encours douteux (1)	0	8 271	0	0	16 376	24 648	30 125
						0	0
Provisions au 31/12/2024 (1) (2)	0	-3 764	0	0	-9 614	-13 378	-11 078
Dotations de l'exercice	0	-761	0	0	-8 273	-9 034	-9 316
Reprises de l'exercice	0	1 024	0	0	7 998	9 022	7 094
Autres variations	0		0	0	-72	-72	-78
Provisions au 31/12/2025 (1) (2)	0	-3 502	0	0	-9 961	-13 463	-13 378
						0	0
Encours nets	0	260 428	0	0	881 268	1 141 696	1 252 515
						0	0
Valeurs non imputées	0	0	0	0	0	0	0
créances rattachées	0	1 680	0	0	1 662	3 342	3 760
						0	0
Encours totaux	0	262 108	0	0	882 930	1 145 037	1 256 274

Les créances passées en perte et les récupérations sur créances figurent dans le coût du risque.

(1) En application de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	brut	provision	net
Douteux compromis France	5 494	-2 984	2 509
Douteux compromis Succursales	6 693	-5 177	1 516
Total douteux compromis	12 187	-8 161	4 026
Douteux non compromis France	2 778	-517	2 260
Douteux non compromis Succursales	9 683	-4 784	4 899
Total douteux non compromis	12 461	-5 302	7 159
TOTAL	24 648	-13 463	11 185

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 3 354 K€ pour la France.

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2025 :

(En milliers d'euros)

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances sur la clientèle	1 130 510	128 876	284 815	686 967	29 852

F) OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE

(En milliers d'euros)

	Portefeuille de transaction	Dont titres cotés
Titres prêtés - Valeur nominale (1) (2)	52 000	52 000
Réévaluation sur titres prêtés	-6 698	-6 698
Valeur totale au 31/12/2025	45 302	45 302
Valeur totale au 31/12/2024	44 891	44 891

(1) La société CLAAS FINANCIAL SERVICES a prêté des titres de transaction en date du 19/12/2025 pour une valeur nominale de cinquante-deux millions d'euros (52 000 000 €) à échéance au 18/06/2026.

(2) Il s'agit de prêt de titres qualifié réglementairement par le Prêteur en tant que HQLA, nécessaire au respect du Liquidity Coverage Ratio.

(En milliers d'euros)

	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Créances rattachées		
Créances rattachées sur titres prêtés	0	0
Total Créances rattachées titres de transaction	0	0

Echéancier au 31 décembre 2025 :

(En milliers d'euros)

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Prêt de titres	52 000		52 000		

G) ACTIONS ET TITRES A REVENU VARIABLE

Au 31 décembre 2025, les comptes de CLAAS FINANCIAL SERVICES ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

H) PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES

Au 31 décembre 2025, les comptes de CLAAS FINANCIAL SERVICES ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

I) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT

(En milliers d'euros)

	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2025
	Solde au 31/12/2024	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immo. de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Sorties sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2025	
Immobilisations en Crédit-bail											
Immobilisations en Crédit-bail mobilier France	477 870	2 429	-63 272	0	417 027	259 798	84 639	-57 102	0	287 335	129 692
Immobilisations en Crédit-bail mobilier Succursales	694 231	150 941	-141 285	455	704 343	358 169	125 955	-119 297	244	365 072	339 271
Total des immobilisations en Crédit-bail	1 172 101	153 370	-204 557	455	1 121 370	617 967	210 594	-176 399	244	652 407	468 963
Immobilisations en cours Crédit-bail											
Immobilisations en cours Crédit-bail France	828	0	-739	0	89	0	-	0	0	0	89
Immobilisations en cours Crédit-bail Succursales	549	405	-125	0	829	0	-	0	0	0	829
Total des immobilisations en cours Crédit-bail	1 377	405	-864	0	918	0	-	0	0	0	918
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	1 120	0	-1 120	0	0	0	-	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	1	0	0	1	0	-	0	0	0	1
Total des acomptes versés fournisseurs	1 120	1	-1 120	0	1	0	-	0	0	0	1
Total Immobilisations Crédit-bail	1 174 599	153 776	-206 541	455	1 122 289	617 967	210 594	-176 399	244	652 407	469 883

(En milliers d'euros)

	Solde au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2025
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail France	3 335				5 787
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail Succursales	4 866				5 493
Total Créances douteuses valeur brute Crédit-bail (1)	8 201			0	11 281
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail (1) et (2)					
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail France	-2 233	-2 277	734	0	-3 775
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail Succursales	-4 307	-2 291	1 887	-1	-4 713
Total Provisions sur créances douteuses Crédit-bail (1)	-6 540	-4 568	2 621	-1	-8 488
Créances rattachées Crédit-bail(3)					
Créances rattachées Crédit-bail France	5 454			0	3 676
Créances rattachées Crédit-bail Succursales	19 284			0	17 493
Total Créances rattachées Crédit-bail (3)	24 738			0	21 169
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit-bail	26 398			-1	23 962

(1) En application du règlement 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	brut	provision	net
Crédit-bail compromis France	4 547	-3 272	1 275
Crédit-bail compromis Succursales	4 604	-4 091	513
Total Crédit-bail compromis	9 151	-7 363	1 788
Crédit-bail non compromis France	1 241	-503	737
Crédit-bail non compromis Succursales	889	-622	267
Total Crédit-bail non compromis	2 130	-1 125	1 004
Total crédit-bail	11 281	-8 488	2 793

(En milliers d'euros)

	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2025
	Solde au 31/12/2024	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilis- ations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Sorties d'amort. sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2025	
Immobilisations en Location Simple											
Immobilisations en Location Simple France	174 753	4 491	-75 135	0	104 109	56 760	37 816	-41 121	0	53 455	50 653
Immobilisations en Location Simple Succursales	195 374	95 552	-62 159	0	228 766	70 322	48 824	-34 557	0	84 589	144 177
Total des immobilisations en Location Simple	370 127	100 043	-137 295	0	332 875	127 083	86 640	-75 678	0	138 045	194 830
Immobilisations en cours Location Simple											
Immobilisations en cours Location Simple France	252	27	0	0	279	0	-	0	0	0	279
Immobilisations en cours Location Simple Succursales	287	692	0	0	979	0	-	0	0	0	979
Total des Immobilisations en cours Location Simple	539	719	0	0	1 258	0	-	0	0	0	1 258
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0	0	-	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	131	-131	0	0	0	-	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	0	131	-131	0	0	0	-	0	0	0	0
Total Immobilisations Location Simple	370 666	100 893	-137 426	0	334 133	127 083	86 640	-75 678	0	138 045	196 088

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 2 792 k€ pour la France.

J) LOCATION SIMPLE

(En milliers d'euros)

	Solde au 31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2025
Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	750			0	1 105
Créances douteuses valeur brute Location Simple Succursales	1 796			0	1 000
Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)	2 546			0	2 105
Provisions sur créances douteuses Location Simple (1) et (2)					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	-568	-578	317	0	-829
Provisions sur créances douteuses Location Simple Succursales	-1 505	-318	939	0	-884
Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)	-2 072	-897	1 256	0	-1 713
Créances rattachées Location Simple					
Créances rattachées Location Simple France	1 863			0	996
Créances rattachées Location Simple Succursales	797			0	1 113
Total Créances rattachées Location Simple	2 660			0	2 109
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location Simple	3 134			0	2 501

(1) En application du règlement 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	brut	provision	net
Location simple compromis France	794	-606	188
Location simple compromis Succursales	856	-776	80
Total location simple compromis	1 650	-1 382	268
Location simple non compromis France	311	-223	89
Location simple non compromis Succursales	144	-108	36
Total location simple non compromis	455	-330	125
Total location simple	2 105	-1 713	392

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 484 K€ pour la France.

K) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(En milliers d'euros)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	OUVERTURE	AUGMENTATION	DIMINUTION	AUTRES VARIATIONS	CLOTURE
Fonds de commerce	0	0	0	0	0
Droit au bail et droit d'entrée	0	0	0	0	0
Droit au bail et droit d'entrée Succursales	0	0	0	0	0
Frais d'établissements	0	0	0	0	0
Logiciels	0	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0
Frais d'établissements Succursales	0	0	0	0	0
Logiciels Succursales	8	0	0	0	8
Valeur brute	8	0	0	0	8
Amortissements Droit d'entrée	0	0	0	0	0
Amortissements frais d'établissements	0	0	0	0	0
Amortissements Logiciels	0	0	0	0	0
Amortissements Droit d'entrée Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Frais d'établissements Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Logiciels Succursales	-8	0	0	0	-8
Amortissements	-8	0	0	0	-8
Valeur nette	0	0	0	0	0

(En milliers d'euros)

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	OUVERTURE	AUGMENTATION	DIMINUTION	AUTRES VARIATIONS	CLOTURE
Matériel informatique	0	0	0	0	0
Matériels et mobiliers de Bureau	0	0	0	0	0
Matériels de transport	0	0	0	0	0
Matériel et outillage	0	0	0	0	0
Œuvres d'art	0	0	0	0	0
Titres et avances des SCI	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0
Agencements, aménagements et installations Succursales	0	0	0	0	0
Matériel informatique Succursales	2	0	0	0	2
Matériels de transport Succursales	0	0	0	0	0
Matériels et mobiliers de Bureau Succursales	3	0	0	0	3
Valeur brute	5	0	0	0	5
Amortissements Matériel informatique	0	0	0	0	0
Amortissements Matériels et mobiliers de Bureau	0	0	0	0	0
Amortissements Matériels de transport	0	0	0	0	0
Amortissements Matériel et outillage	0	0	0	0	0
Provisions Titres et avances des SCI	0	0	0	0	0
Amortissements Agencements Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Matériel informatique Succursales	-2	0	0	0	-2
Amortissements Matériels de transport Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Mat et mob de Bureau Succursales	-3	0	0	0	-3
Amortissements	-5	0	0	0	-5
Valeur nette	0	0	0	0	0

L) ACTIONS PROPRES

Au 31 décembre 2025, les comptes de CLAAS FINANCIAL SERVICES ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

M) AUTRES ACTIFS

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Autres débiteurs divers	23 245	3 745	26 989	25 980
Impôt différé actif	613	18 688	19 302	16 501
Impôt société	858	637	1 495	3 531
Dépôts et cautionnements	807	0	807	807
Etat autres Impôts et taxes	316	4 375	4 690	17 092
Comptes débiteurs divers douteux	8	226	235	455
Provisions au 31/12/2024	-16	-2	-18	-59
Dotations de l'exercice	-1 149	-44	-1 193	-55
Reprises de l'exercice	1 156	37	1 193	96
Autres variations		0	0	0
Provisions au 31/12/2025	-8	-9	-17	-18
TOTAL	25 839	27 663	53 501	64 348

N) COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Produits à recevoir	1 004	1 000	2 005	2 670
Valeurs à l'encaissement	311	9 639	9 951	9 797
Charges constatées d'avance	5	468	473	228
Autres	1 486	2 759	4 245	5 453
TOTAL	2 807	13 866	16 673	18 148

O) BANQUES CENTRALES, CCP (PASSIF)

Au 31 décembre 2025, les comptes de CLAAS FINANCIAL SERVICES ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

P) DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Comptes et emprunts à vue	0	595	595	0
Dettes rattachées	0	8	9	8
Total à vue	0	603	604	8
Emprunt au jour le jour	0	0	0	0
Comptes et emprunts à échéance	0	1 129 230	1 129 230	1 148 782
Dettes rattachées	0	9 252	9 252	9 509
Total à terme	0	1 138 482	1 138 482	1 158 291
Total Dettes envers les Etablissements de crédit	0	1 139 086	1 139 086	1 158 299

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2025 :

(En milliers d'euros)

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes et emprunts (hors dettes rattachées)	1 129 230	114 096	292 334	710 129	12 672

Q) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (passif)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial.

Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Comptes à vue	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	0	0	0
Total à vue	0	0	0	0
Comptes à terme	461 899	106 500	568 399	793 799
Dettes rattachées	1 559	3 197	4 756	3 278
Total à terme	463 458	109 697	573 155	797 077
Total des opérations avec la clientèle	463 458	109 697	573 155	797 077

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2025 :

(En milliers d'euros)

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes créditeurs à terme	568 399	47 443	147 893	355 149	17 915

R) DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

(En milliers d'euros)

	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Titres de créances négociables (1)	1 000	1 000
Titres empruntés - Valeur Nominale (2)	52 000	53 000
Revalorisation des titres empruntés	-6 698	-8 109
Total Titres de créances négociables	46 302	45 891

(1) La société CLAAS FINANCIAL SERVICES a émis des Titres de Créances Négociables (TCN) pour une valeur nominale d'un million d'euros (1 000 000 €) en date du 10/11/2025 et à échéance du 25/03/2026.

(2) La société CLAAS FINANCIAL SERVICES a emprunté des titres de transaction en date du 19/12/2025 pour une valeur nominale de cinquante-deux millions d'euros (52 000 000 €) à échéance au 18/06/2026.

(En milliers d'euros)

	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Dettes rattachées		
Dettes rattachées sur titres empruntés	0	0
Total Dettes rattachées titres	0	0

S) AUTRES PASSIFS

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Etat autres impôts et Organismes sociaux	3 253	285	3 538	3 854
Fournisseurs (Crédit-Bail et assimilés)	2 843	2 157	5 001	4 836
Clients et tiers acquéreurs	202	4 262	4 464	4 490
Impôt courant	0	2 368	2 368	2 251
Impôt différé passif	0	19 577	19 577	19 154
Dépôts de garantie	0	0	0	0
Autres	161	3 155	3 316	2 073
TOTAL	6 459	31 806	38 264	36 659

T) COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Produits perçus d'avance (1)	38 129	56 758	94 887	105 306
Charges à payer	798	1 852	2 650	8 030
Ecart de conversion	0	0	0	0
Autres	0	1 200	1 200	1 279
Comptes d'encaissement	1 745	3 044	4 789	24 574
TOTAL	40 672	62 853	103 526	139 189

(1) Les produits perçus d'avance sont principalement constitués des régularisations des loyers de crédit bail, de L.O.A. et de location simple pour un montant de 28 628,38 milliers d'euros au 31 décembre 2025 pour la France et 6 656,56 milliers d'euros pour les succursales.

U) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(En milliers d'euros)

	Ouverture	Dotation	Reprise	Utilisation	Autres variations	Clôture
Provisions pour charges diverses France	37	0	-35	0	0	2
Provisions pour charges diverses Succursales	0	0	0	0	0	0
TOTAL	37	0	-35	0	0	2

V) DETTES SUBORDONNEES

Au 31 décembre 2025, les comptes de CLAAS FINANCIAL SERVICES ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

W) FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

Au 31 décembre 2025, les comptes de CLAAS FINANCIAL SERVICES ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

X) CAPITAUX PROPRES**1) Capital**

Le capital social de CLAAS FINANCIAL SERVICES SAS est de 44 624 768,00 euros. Il est composé de 2 935 840 actions, d'un montant nominal de 15,20 € entièrement libérées.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont reçues dans le cadre des opérations de Crédit-Bail ou de location. Ces dernières figurent pour leur montant net d'amortissements.

3) Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'euros)

	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	44 625	0	0	0	0	44 625
Prime d'émission	194	0	0	0	0	194
Prime et Boni de fusion	0	0	0	0	0	0
Réserve légale	4 462	0	0	0	0	4 462
Réserve des plus-values à long terme	0	0	0	0	0	0
Autres réserves	41	0	0	0	0	41
Provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
Subventions d'investissement	0	0	0	0	32	32
Report à nouveau	58 523	7 211	-31 443	0	0	34 292
Résultat net de l'exercice	7 211	-7 211	0	953	0	953
Acomptes sur dividendes	0	0	0	0	0	0
Total capitaux propres	115 057	0	-31 443	953	32	84 599

4) Résultat dilué par action et résultat par action

Résultats réduits à une seule action ajustée

- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions :	101,59
- Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions :	0,32
- Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris) :	12,00

4. NOTES SUR LE HORS BILAN

A) ENGAGEMENTS DE HORS BILAN

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Engagements donnés	8 450	7 304	15 755	13 006
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle	1 308	7 304	8 612	9 088
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	7 143	0	7 143	3 918
Engagements reçus	0	14 603	14 603	297 370
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	0	4 055	4 055	4 002
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	0	0	11 753
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	0	10 548	10 548	44
Engagements de garantie reçus de la clientèle (1)	0	0	0	281 571

(1) Conformément à l'article 1124-34 de l'ANC 2014-07, les engagements de garantie reçus de la clientèle ont été reclassés sur l'exercice 2025 dans la rubrique " Engagements ne figurant pas au hors bilan ". Ceux-ci s'élèvent à 221 625 milliers d'euros au 31/12/2025, alors qu'ils s'élevaient à 281 571 milliers d'euros au 31/12/2024.

B) ENGAGEMENTS NE FIGURANT PAS AU HORS BILAN

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Engagements reçus	29 240	192 385	221 625	
Engagements de garantie reçus de la clientèle (1)	29 240	192 385	221 625	

(1) Conformément à l'article 1124-34 de l'ANC 2014-07, les engagements de garantie reçus de la clientèle ont été reclassés sur l'exercice 2025 dans la rubrique " Engagements ne figurant pas au hors bilan ". Ceux-ci s'élèvent à 221 625 milliers d'euros au 31/12/2025, alors qu'ils s'élevaient à 281 571 milliers d'euros au 31/12/2024.

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

INFORMATIONS SECTORIELLES

(En milliers d'euros)

	France	Succursales				TOTAL 2025
		Allemagne	Espagne	Italie	Pologne	
PRODUIT NET BANCAIRE	-6 690	8 134	4 827	8 109	6 610	20 991
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-2 011	-5 582	-1 459	-3 089	-2 097	-14 238

A) PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

(En milliers d'euros)

	2025						2024	
	PRODUITS			CHARGES				
	France	Succursales	Total	France	Succursales	Total	Produits	Charges
Opérations avec les Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit	209	768	977	32	38 910	38 942	2 111	37 211
Opérations avec la clientèle	13 955	49 933	63 888	17 577	4 904	22 481	62 882	19 587
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	0	-46	0
Autres intérêts	0	0	0	304	0	304	0	317
Dotations aux provisions	-19	-49	-68	0	0	0	-71	0
Créances passées en perte sur l'exercice	-43	-92	-135	0	0	0	-89	0
Reprises de provision	77	180	256	0	0	0	196	0
Récupérations sur créances amorties	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	14 178	50 740	64 918	17 913	43 814	61 727	64 983	57 115

Les provisions relatives à ces opérations pour la partie capital sont enregistrées en coût du risque.

B) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL

1) Produits sur opérations de crédit bail

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Loyers	61 648	151 637	213 285	226 455
Reprise de provisions de dépréciation	610	570	1 181	1 214
Plus-values de cession	12 530	3 591	16 121	13 665
Indemnités de résiliation	2 048	1 462	3 510	2 229
Produits divers	416	6 942	7 359	6 761
Dotations aux provisions	-2 277	-2 291	-4 568	-2 939
Créances passées en perte sur l'exercice	-354	-697	-1 051	-340
Reprises de provision	734	1 887	2 621	1 798
Récupérations sur créances amorties	172	12	184	122
TOTAL	75 528	163 114	238 641	248 964

2) Charges sur opérations de Crédit-bail

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Dotations aux amortissements	83 368	125 955	209 323	216 773
Dotations aux provisions de dépréciation	1 271	0	1 271	967
Moins-values de cessions	779	15 833	16 611	15 287
Charges diverses	0	3 318	3 318	3 090
TOTAL	85 418	145 106	230 523	236 117

C) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES**1) Produits sur opérations locations simples****(En milliers d'euros)**

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Loyers	19 448	35 157	54 605	56 961
Reprise de provisions de dépréciation	311	0	311	854
Plus-value de cessions	23 926	12 775	36 702	30 534
Indemnités de résiliation	483	-296	186	-300
Produits divers	52	317	369	339
Dotations aux provisions	-578	-318	-897	-989
Créances passées en perte sur l'exercice	-327	-472	-800	-252
Reprises de provision	317	939	1 256	1 423
Récupérations sur créances amorties	28	6	34	3
TOTAL	43 659	48 108	91 767	88 573

2) Charges sur opérations de locations simples**(En milliers d'euros)**

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Dotations aux amortissements	37 439	48 824	86 263	87 107
Dotations aux provisions de dépréciation	377	0	377	362
Moins-values de cessions	136	510	646	650
Charges diverses	0	179	179	182
TOTAL	37 951	49 514	87 465	88 300

D) REVENUS DE TITRES A REVENU VARIABLE

Au 31 décembre 2025, les comptes de CLAAS FINANCIAL SERVICES ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

E) COMMISSIONS**(En milliers d'euros)**

	TOTAL 2025		TOTAL 2024	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec Etablissements de crédit France	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit Succursales	0	0	0	0
Opérations avec la clientèle France	0	34	0	41
Opérations avec la clientèle Succursales	120	3 010	237	2 716
Opérations Affacturage France	0	0	0	0
Opérations Affacturage Succursales	0	0	0	0
Prestations de services financiers France	61	0	59	3 495
Prestations de services financiers Succursales	4 619	4 444	6 165	5 999
TOTAL	4 800	7 488	6 461	12 252

F) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION**(En milliers d'euros)**

	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Sur opérations de change France	0	0
Sur opérations de change France	0	0
Sur opérations de change Succursales	174	260
Sur opérations de change Succursales	0	0
TOTAL	174	260

G) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT

Au 31 décembre 2025, les comptes de CLAAS FINANCIAL SERVICES ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

H) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE**(En milliers d'euros)**

	TOTAL 2025		TOTAL 2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance France	0	0	0	0
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance Succursales	1 096	0	1 209	0
Autres produits ou charges d'assurance France	1 203	0	1 816	0
Autres produits ou charges d'assurance Succursales	733	0	585	0
Quote part des subventions virées au compte de résultat	16	0	0	0
Quote part des opérations faites en commun France	0	0	0	0
Quote part des opérations faites en commun Succursales	0	0	0	0
Autres produits France	0	0	289	0
Autres produits Succursales	3 515	0	3 351	0
Dotations/Reprises provisions France	35	0	54	36
Autres charges France	0	0	0	2
Autres charges Succursales	0	3 733	0	3 839
TOTAL	6 598	3 733	7 305	3 878

I) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**1) Frais de personnel****(En milliers d'euros)**

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Salaires et traitements	0	1 153	1 153	1 102
Charges sociales	0	236	236	308
Charges de retraite	0	6	6	10
Participation	0	0	0	0
Intéressement	0	0	0	0
Autres charges connexes	0	30	30	9
Dot / Rep Provisions	0	0	0	0
TOTAL	0	1 425	1 425	1 429

L'effectif moyen est de 17 personnes pour l'exercice 2025 (0 cadre et 17 non-cadres).

Les salaires et traitements incluent les provisions pour congés payés constituées soit au titre de droits acquis depuis l'ouverture de la période de référence en cours à la fin de l'exercice, soit au titre de droits antérieurs non encore utilisés.

Les charges de retraite correspondent aux cotisations versées aux caisses de retraite.

2) Autres frais administratifs

A la clôture de l'exercice, les autres frais administratifs s'élèvent à 12 813 milliers d'euros en 2025 (dont 10 802 milliers d'euros pour les succursales en 2025) contre 15 863 milliers d'euros en 2024.

Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 48 K€ pour la France et à 85 K€ pour les succursales. Les audits sont réalisés par les cabinets E&Y et Deloitte.

J) DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Au 31 décembre 2025, les comptes de CLAAS FINANCIAL SERVICES ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

K) COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE CREDIT

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Dotations aux provisions	-1 891	-8 268	-10 159	-9 299
Créances passées en perte sur l'exercice	-880	-599	-1 479	-462
Reprises de provision	2 103	7 856	9 959	6 994
Récupérations sur créances amorties	141	55	197	77
Dotations / Reprises pour risques	0	0	0	0
TOTAL	-526	-956	-1 482	-2 691

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle pour la partie capital. La partie Intérêts des créances douteuses est quant à elle enregistrée dans les postes de produits de cette activité.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

L) GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

Au 31 décembre 2025, les comptes de CLAAS FINANCIAL SERVICES ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

M) RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers exercés par Claas Financial Services, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

Au 31/12/2025, Claas Financial Services n'a constaté aucun résultat exceptionnel.

N) IMPOT SUR LES SOCIETES

(En milliers d'euros)

	France	Succursales	TOTAL 2025	TOTAL 2024
Impôt société	-60	-6 573	-6 633	-6 753
Impôt différé	83	2 232	2 315	4 003
Dot/ Rep Provisions pour impôts	0	0	0	0
TOTAL	23	-4 341	-4 318	-2 751

6. AUTRES INFORMATIONS**A) INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES**

(En milliers d'euros)

	Entreprises liées France	Entreprises liées Succursales	TOTAL 2025
ACTIF			
Créances envers les établissements de crédit	16 014	10 287	26 301
Créances sur la clientèle	8 001	5 200	13 201
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0
Autres Actifs	0	0	0
Comptes de régularisation actif	945	0	945
PASSIF			
Dettes envers les établissements de crédit	0	1 051 793	1 051 793
Comptes créditeurs de la clientèle	463 458	109 677	573 135
Dettes représentées par un titre	0	0	0
Autres passifs	1 914	9	1 923
Comptes de régularisation passif	656	531	1 187

HORS BILAN			
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de financement en faveur d'établissements de la clientèle	0	0	0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	0	4 055	4 055
Engagements de financement reçus de la clientèle	0		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0	0	0

B) PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

En euros

Résultat de l'exercice	953 072,57
Report à nouveau	34 291 521,08
Total à répartir	35 244 593,65

En euros

Réserve Légale	0,00
Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérée	0,00
Dividende	35 230 080,00
Acompte sur dividendes	0,00
Report à nouveau	14 513,65
Total réparti	35 244 593,65

C) COMPTABILITE SOCIALE ET FINANCIERE ET CONSOLIDATION

En tant que Société Financière, CLAAS FINANCIAL SERVICES, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de Crédit-Bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé. La méthode financière retenue pour le calcul de la marge financière brute est la méthode " Intérêts Terme Echu décalé ". Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

Par ailleurs, il convient d'y ajouter les impacts des normes IFRS pour déterminer le montant des réserves de consolidation.

Ces impacts sont constitués principalement des provisions IFRS9 stage 1 et stage 2 et de la revalorisation des titres soit par résultat soit par capitaux propres.

Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

1) Passage du résultat social au résultat financier

(En milliers d'euros)

	TOTAL 2025
Résultat comptable avant impôt	5 271
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	61 930
Différence entre plus et Moins-value sociales et financières	-34 602
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	-487
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	4 026
Divers (1)	1 390
Résultat financier avant impôt au 31/12/2025	37 527
(1) Dont 605 k€ de charges financières comptabilisées en normes French et non encore comptabilisées en IFRS consolidation BNP PARIBAS GROUP.	

2) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de Claas Financial Services au 31 décembre 2025 se décompose de la façon suivante :

(En milliers d'euros)

	TOTAL 2025
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	103 926
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	-2 072
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	10 721
Réserve financière brute CB/LS French au 31/12/2025	112 576
Réserve financière sur immobilisations CB/LS non louées	
Réserve financière brute sur immobilisations CB/LS	112 576
Provision réserve financière négative	0
Réserve financière après provision au 31/12/2025	112 576
Provision IFRS9	-8 961
Autres	426
Réserve financière brute au 31/12/2025	104 040

3) Consolidation

CLAAS FINANCIAL SERVICES est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

D) EVENEMENTS POST CLOTURE

Conflit au Moyen-Orient

Le 28 février 2026, un conflit armé a éclaté entre l'Iran et les Etats-Unis, alliés à Israël. CLAAS FINANCIAL SERVICES n'est présent dans aucun des trois pays et n'est donc pas exposé directement par le conflit mais pourrait être impacté par les conséquences économiques de la crise dont les impacts ne sont pas à ce jour mesurables.

AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée générale sur proposition de l'Organe Collégial de Direction décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 953.072,57 EUR comme suit :

Résultat de l'exercice	953.072,57 EUR
Report à nouveau de l'exercice précédent	+34.291.521,08 EUR
Résultat distribuable	35.244.593,65 EUR
Distribution de dividendes (12 EUR X 2.935.840 actions)	-35.230.080,00 EUR
Solde au report à nouveau	14.513,65 EUR

Le dividende de 35.230.080,00 EUR est payable au plus tard le 4 mai 2026 à raison de 12 EUR par action de 15,20 EUR de nominal.

L'Assemblée générale prend acte que les dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices se sont élevés à :

	2022	2023	2024
Dividende distribué	10,21 EUR	7,49 EUR	10,71 EUR

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.